

LIBRE PAGE 5 LES ARTICLES DE
T. MALINIAK ET DE F. CLAUDIN

Le cercle vicieux de la Pologne

Pour Solidarité, une augmentation des prix ne peut être que l'aboutissement d'une véritable réforme économique — dont on est loin — fondée sur la « authentique » décentralisation et l'autonomie des entreprises. Le contentieux avec les autorités porte aussi sur les restrictions injustes abusives apportées au droit de grève dans le projet de loi syndicale, qui doit être examiné par le Parlement en cette fin de mois. Solidarité veut obtenir également des amendements sensibles au projet de loi sur la censure.

31. Walesa avait sans doute raison lorsqu'il déclarait, le jeudi 23 juillet à Poznan : « Nous avons devant nous de trois à six mois très durs pendant lesquels la situation sera encore pire. »



Directeur : Jacques Farvet

La préparation de deux grandes réformes

- **DÉCENTRALISATION** : sept ministres expliquent leurs conceptions au moment où l'Assemblée nationale se saisit du projet
- **NATIONALISATIONS** : M. Pierre Mauroy a donné des instructions pour que les textes soient prêts le 15 septembre

Ce n'est donc qu'à la fin juin que le secrétaire général du P-S se sont véritablement penchés sur les nationalisations. Le discours du premier ministre, le 8 juillet, à l'Assemblée, a fixé un cadre général aux contours. Il est vrai, comme nous l'a fait ensuite connaître un grand responsable ministériel, élaborer une méthode de travail, choisir les délégués, ouvrir le contact avec les syndicats.

A la fin de la semaine dernière, les divers ministères intéressés et le P.S. étaient tombés d'accord sur le calendrier et la structure de la loi de finances pour l'année prochaine. Le projet comporte trois grands chapitres : le champ de la nationalisation, avec, vraisemblablement, un texte par groupe concerné ; les entreprises nationales, pour chacune de ces thèmes, bien des questions restent posées.

■ Dans la cas des cinq groupes industriels, les décisions finales seront prises au cours de l'été 1970.

Il s'agit de Thomson, de CIT, de C.G.R. pos-
sible. Au P.S. comme
on souhaite
entreprises, qui
exerceront leur activité dans l'ar-
mement, le téléphone et l'élec-
tronique, soient, elles aussi, nationa-
lisées à 100 %.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.
(Lire la suite page 20.)

entre l'Institut Pasteur et l'Institut Mérieux
la stratégie pour la biologie industrielle

Une nouvelle stratégie pour la biologie industrielle

(Lire page 9 l'article de CLAIRE BRISSET.)

Namibie : la décolonisation n'est pas pour demain

I. — Les hochets du pouvoir

windoch... — Un an ? Cinq ans ? Dix ans ? Des blanches et roses de la bien nommée « colonie du luxe » aux sombres colonies de Katerulera, la « township » de la ville de Johannesburg, la ville Noire, l'indépendance est au centre de toutes les conversations. Mais, qu'ils la craignent ou qu'ils l'ignorent, les blancs et les noirs s'accrochent tous à elle. Ils attendent presque tous sur un ton d'attente : « L'indépendance n'est pas pour demain ». « Au moins deux ou trois ans », disent les optimistes. Les plus optimistes. Réserve importante car, depuis 1976, tout à laquelle, après cinquante ans d'occupation, les blancs ont perdu tout droit de propriété sur le territoire, il y a en

voyé spécial
CLAUDE

...ions mangées.
mesurés et jus-
du groupe
cienne, Allemagne
Catin), la confi-
de Genève, le
rain aux Nations
des autres
des vertus d'un
ne doit pas maî-
ne. Et le progre-
y a une crise
et que ceux qui

sud-africains armés jusqu'aux
dent, plus occupés par le lèche-
vitrine que par la sécurité. A
5 kilomètres de là, les allées
poussent des fleurs. Et l'Estad-
sont groupés comme à Soweto, des
certaines de petites maisons
identiques à la peinture blanche
par la soleil. Les Estad-
sont groupés d'enfants en-
pauvrement, vêtus. Le visuel
blanc est frappé du peu d'at-
tention, ou du second. A Soweto
sont groupés d'enfants en-
le Blanc. Identifié se pourroit
le apartheid. A Kaizerua, s'il
ne porte pas d'uniforme, on
l'ignore.

(Lire la suite page 4.)

nombreuses occasions manqué

Contre les efforts mesurés et justifiés, l'apartheid présente vains du « groupe de contact » (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Canada et États-Unis). la coopération manquée de Genève, l'« échec » sud-africain aux Nations unies, l'Arrière-pensée des sanctions contre Pretoria. le Namibien oserait croire aux vertus du ballet diplomatique dont le maître est le sud-africain.

Pourtant. Windhoek vit presque normalement. S'il y a une crise du logement, c'est que ceux qui

Le SAC et la tuerie d'Auriol

M. Debizet va être confronté avec les autres inculpés

La cible désignée

Une effaire criminelle d'abord. Une affaire criminelle odieuse mais aussi mystérieuse. Et à quel point ! Un cadavre, une famille vraisemblablement assassinée mais encore introuvable, des rumeurs, des ragots, des pistes multiples. Mais la police est loin encore de la conclusion. D'où l'acharnement des enquêteurs.

Une affaire politique ? Les trois lettres « SAC » sont intimement liées au gaullisme et à son histoire. Les dirigeants actuels du R.P.R. s'attachent à démontrer qu'il s'agit bien d'histoire mais non d'actualité. Et ei, après le mise en garde à vue d'un responsable local du R.P.R., M. Bernard Ponce a qualifié le SAC « organisation légèrément reconnue », c'était pour mettre en relief l'absence de liens organiques entre la formation qu'il dirige et le Service d'action civique.

Une affaire politique? On sure relevé que le premier ministre lui-même s'est appliqué à ménager les gaullistes. Les propos qu'il a tenus samedi à l'Assemblée gardent de mâler le SAC d'aujourd'hui ou le gaullisme d'aujourd'hui et « innocent » ainsi, en quelque sorte, les héritiers du général. La cible qu'il désigne est non une certaine gaulliste exécution en matière pénale, mais le droit en général. Une cible que le gouvernement avait déjà fait connaître comme ennemie. Une hydre politique sur laquelle l'unité même se fait sans peine, surtout si elle est rendue coupable de crimes atroces et de participation à une subversion internationale.

Les enquêteurs devront aussi répondre à une autre question: le SAC est-il désormais totalement distinct du R.P.R.? Offrait-il ses moyens et ses hommes à qui puisse commander, à gauche comme à droite? Bref, le SAC était-il devenu un organisme prestataire de service, auquel tous les partis politiques pouvaient faire appel? En sachant ou non — à qui ils avaient à teirs? .

PEINTRES ET SCULPTEURS AU FESTIVAL D'AVIGNON

L'inventaire d'Alin Avila

Au Festival d'Avignon, soixante peintres et sculpteurs du sud de la France ont été invités par Alin Avila à créer une nouvelle œuvre dans trois églises désaffectées.

[illegible]

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 10.)

Sur les murs, sur le sol, appa-

Politique

La vie d'un grand homme de gauche du XXe siècle : Pierre Mendès France, qui a donné le sentiment que toute politique n'est pas sale et que toute action n'est pas vaine.

L'ÉTÉ SEUIL

AU JOUR LE JOUR

Départs

Il y a un tel remue-ménage en ce moment à la tête des radios et des télévisions, les portes s'ouvrent et se ferment à une telle cadence, les bureaux changent de titulaires à une telle vitesse, qu'une seule certitude demeure : il n'est pas question de songer aux congos d'été.

La moindre tentative de prendre des vacances passerait pour un départ volontaire !

HENRI MONTANT.

هكذا من الاجل

Quelle autocritique ?

appartenance de fait et son opposition de fond. Et tout le monde a été victime de l'illusion dont M. Girard d'Estaling s'est bercé, qu'il y avait un « giscardisme » comme il y avait un « gaullisme ».

Ceux qui se réclament du gaullisme, et notamment Jacques Chirac, ont tenté d'échapper à ce dilemme en reportant pendant cinq ans sa solution jusqu'à la grande confrontation présidentielle. Encore fallait-il assumer d'avance toutes les conséquences de ce pari, avoir une véritable stratégie et non une

Le pays a rejeté, comme on le sait, le triennat de l'indépendance. Mais il ne représente en fait de profond, parce qu'il n'est en fin de compte qu'un accident, un tour de hasard. M. Giscard d'Estaing en 1974, l'électorat venait de supporter comme on le sait, une déception, parce qu'il avait su conformer à une certaine continuité politique et sociale, mentale, au lieu de se croire.

Mais Jacques Chirac, au terme de sa propre déroute et de la logique des idées, n'avait rien de nouveau à proposer. Il avait à partir à l'ouest, contre 25 avril, après quoi il retomberait nécessairement dans l'incohérence des précédents. C'est pourquoi certains n'ont peut-être pas eu tort de le déconjecturer, de le déconstruire, de le déconstruire, de le déconstruire, comme M. Giscard d'Estaing avait su lui-même en gardant en 1968, attendant

heurs. Mais, comme on ne
retire l'hélio, on ne saura ja
à cette candidature n'a pas
déterminée dans la déstabilis
du président sortant, et si cet
se serait pas alors, et si cet
plus grand risque, voir tout
de la rue, par la violence
le chambardement qui vient de
faire le plus légitime du mou
Et puis l'énorme machine du R
très mal intégrée par sa base
essentiellement préoccupée de
intérêts électoraux; poussée de
son poids Jacques Chirac dans
sens auquel sa nature ne répu

Elle crée une et originale de notre
que toire contemporaine eura été le

[illegible]

c'est même passer d'être l'«
d'une « majorité », qu'elle soit
tique ou eucala, puisque c'est
tout épouser une histoire et
une souveraineté libre de tout
intérêt. La droite se crasse
la défense de l'argent et de
ses structures auxquelles elle
telle sa conception du monde
gauche se mobilise autour
seule question sociale, comme
avait jamais été résolue où
est une grande politique

P.S. — Un candidat de Seine-Marne a cru devoir, à la veille du second tour des élections législatives, utiliser ma signature en faveur d'un candidat contraire. J'ai suffisamment pris conscience de ma responsabilité en plan à Paris, mais je n'ai cautionné aucun candidat particulier (d'ailleurs je ne le connais pas) et je n'ai aucun appel en sa faveur.

APRÈS L'ACCORD DE CESSEZ-LE-FEU

tinienne était décidée « à mettre un terme à toute violation, par quelle partie que ce soit, de la décision d'arrêter les combats ». Jérusalem a toutefois signalé une violation de la trêve dans le même secteur dans la nuit de dimanche à lundi.

Un bilan presque entièrement négatif pour le gouvernement de M. Begin

je cessez-le-feu. On admet que les rapports entre les alliés seront de plus en plus mauvais, et que la finance s'écroule. A ce propos, M. Schiff pense que la promesse des Américains de ne pas négocier directement avec l'A.L.P. la suspension des combats n'est pas si pure forme. « Il n'y a pas de doute, à mon avis, ajoute-t-il, qu'il y a longtemps que les représentants de la C.I.A. ont des contacts avec les dirigeants de l'O.L.P. et, à présent, si discutatif aussi bien avec ces derniers que de la mission de M. Habib. » M. Bégün dit qu'il y a eu des milliers d'opérations terroristes que depuis en moins deux mois, M. Bégün a multiplié les erreurs d'appréciation à propos des Etats-Unis. Le gouvernement n'a pas pris garde aux avertissements de prévoyance de Washington après

M. ARAFAT : j'espère que M. Reagan est désormais convaincu que l'O.L.P. est une réalité

Adoptant le même point de vue, les très rares spécialistes des questions militaires militent pour une réduction des dépenses militaires. Ils ont obtenu, à Washington, Mésis, les deux quotidiens écrits que le Vietnam n'est qu'une "névralgie" aurale qui ébranle moins inquiétant si les décisions sont prises du gouvernement américain, notamment des "résultats militaires". « O'Connell précise-t-il, rien ne prouve que les infrastructures (des Païses qu'on aime) du Sud-Libano ont été détruites. »

rez, M. Schiff, met l'accent sur le fait que ces deux précédents ont été l'œuvre de la diplomatie israélienne et de la contrainte exercée par une guerre d'usure.

Le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Baig, a répondu à M. Beghin le 25 juillet, au lendemain du jour où le général a été élu à l'Assemblée nationale, qu'il était « qu'il est difficile de se chaloirent » et qu'il n'est pas possible de faire plus, mais cela ne peut suffire à dissuader les nuages accablants du fait de la loi de la rétroaction.

Le général a été élu à l'Assemblée nationale et Washington. Personne dans les milieux gouvernementaux ne croit que la loi de la rétroaction sera appliquée, mais des pressions très fortes ont été exercées par les Etats-Unis pour contraindre Israël à accepter

Le 21
publier

- IDÉES : Décentralisation
- NAMIBIE : Suite de l'es
- DOSSIER : Les détent
- MÉDECINE : Dépression

Mais c'est justement cette complaisance, cette complaisance à l'égard de la situation, qui a permis à la situation de se dégrader.

Américains. On se rappelle
pourtant à Jérusalem que, avant
les élections israéliennes d'un
juin, de nombreux membres
du Congrès, une grande partie
du gouvernement et la plupart
des dirigeants du mouvement
sioniste juive des États-Unis espèrent
un succès des travaillistes.
Aujourd'hui, on relate que le
Pentagone et M. Weinberger,
secrétaire à la défense, ont pré-
senté un réexamen, sous une
forme de loi, de l'ensemble de
l'aide militaire américaine à
Israël, ce qui aurait été impen-
sable quelques mois auparavant.

FRANCIS CORNILL

FRANCIS CORNELL

Le Monde

publiera demain

- IDÉES : Décentralisation.
- NAMIBIE : Suite de l'enquête de Patrice Claude.
- DOSSIER : Les détenus libérés.
- MÉDECINE : Dépression et suicide.

LUCIEN GEORGE.

Du côté de la réflexion et de l'action politique

Philippe Simonnot
Mémoire adressée à Monsieur le Premier Ministre sur la guerre, l'économie et les autres passions humaines qu'il s'agit de gouverner
 Seuil

Podhoretz
Ce qui menace le monde
 présenté par Raymond Aron
 Seuil

Jean David
Chroniques pour servir à la déposition du prince
 Seuil

Conrad Detrez
Les noms de la tribu
 Seuil

Robert Escarpit
Théorie de l'information et pratique politique
 Seuil

Chronique des petites gens d'URSS

Les passions sont affaire de gouvernement. Après avoir été une citation de Machiavel à Keynes, Simonnot nous livre le dilemme, la guerre ou le domptage des passions.

Un témoignage incomparable sur ce que furent vingt-cinq années de vie politique américaine. Une analyse éloquent et lucide de la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis.

Fin septembre 1980, le sénateur UDR Jean David renonce à son mandat et en fait connaître les raisons. Il faut déposer le prince. Il tient ici le journal d'une liberté retrouvée.

Conrad Detrez retourne au Brésil sur les traces de sa jeunesse qui recouperait celles de tous les tiers-mondistes de sa génération.

Robert Escarpit révisite l'importance de ce qui se déroule à l'échelle du quartier, de l'entreprise, de la municipalité, par opposition à l'état-nation.

Quinze figures de la distance, des syndicalistes français et des chercheurs se sont réunis à Marseille pour nous informer de la situation des travailleurs en URSS.

TOUT L'ÉTÉ POUR LIRE AU SEUIL

هكذا من الاصل

AU MOMENT OU S'OUVRE LE DÉBAT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Sept ministres exposent au « Monde » leur conception de la décentralisation

Le coup d'envoi de la phase législative de la réforme des collectivités locales est donné le 27 juillet, pour l'Assemblée nationale, commence à exposer le projet de loi relatif aux « droits et libertés des communes, des départements et des régions ». C'est le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, comme il est normal, qui « pilote » cette réforme, préparée personnellement par M. Gaston Defferre.

Mais, au-delà de l'aspect institutionnel et réglementaire, la décentralisation doit pouvoir devenir réalité, inspirer tous les aspects de la vie politique et de l'activité gouvernementale. Le ministre de l'Intérieur devra trouver des relais. C'est pourquoi nous avons demandé à sept ministres quelle était leur conception de la décentralisation. Les deux questions posées étaient les suivantes :

II Comment, dans le ministère dont vous avez la charge, concevez-vous la décentralisation et quelles améliorations en attendez-vous ?

III Pourquoi vous indiquer, à partir d'un exemple on d'un dossier précis relevant de vos compétences ministérielles, comment vous allez mettre en œuvre cette décentralisation ?

On lira, dans les interviews ci-dessous, les

réponses de MM. Michel Rocard (Plan et aménagement du territoire), Jean-Pierre Chevènement (recherche et technologie), Laurent Fabius (budget), Alain Savary (éducation nationale), Edmond Hervé (intérieur), Jack Lang (culture) et de Mme Catherine Lalumière (consommation).

FRANÇOIS GROSCHARD.

• M. MICHEL ROCARD : deux systèmes d'aides financières

Je ferai une remarque préalable : le ministère dont j'ai la charge assure des fonctions qui peuvent qualifier d'« économiques » par rapport à celles des ministères techniques qui assurent des fonctions « vraies ». La décentralisation de l'aménagement du territoire et de la planification ne peut pas être dissociée de la décentralisation des politiques sectorielles. Elles sont indépendantes des modalités de la décentralisation dans la formation, l'éducation, de transports par exemple.

Le Plan doit devenir le lieu du dialogue et de la « contractualisation » des responsabilités entre les collectivités territoriales, les partenaires économiques et sociaux et l'État. Communauté, département, régions pourront mieux répondre à leur développement et à leurs actions prioritaires à engager pour le futur. Elles ne seront plus responsables de la mise en œuvre de leur politique, mais de la mise en œuvre de la politique de l'État.

L'imagination ne sera plus bloquée par un système de normes rigides et des actions plus adaptées aux situations locales devront voir le jour.

• M. ALAIN SAVARY : un élargissement des compétences éducatives de la commune

Comme pour tous les services publics ce qu'on peut attendre de la décentralisation, c'est d'abord que les communes, départements et régions soient mieux adaptés aux besoins des usagers. Les particularités des milieux sociaux et culturels seront mieux prises en compte et les ressources locales mieux utilisées et les décisions éducatives seront prises plus près des usagers.

La décentralisation doit permettre certaines décisions importantes de ces élus. Le projet gouvernemental constitue, pour le service public éducatif, une occasion de dialogue et de concertation. La décentralisation pédagogique concernant les collectivités locales, peut en effet élargir la décentralisation technique du service public éducatif. Concrètement, cela veut dire qu'une certaine redistribution des compétences et des fonctions au bénéfice des collectivités locales pourra constituer une procédure d'élaboration et d'adoption d'un projet éducatif qui sera plus riche et plus diversifié que la grande unité de la loi de 1959, et que les collectivités locales, et plus encore les communes, pourront ainsi des décisions éducatives, notamment au niveau de la charge commune, un moyen de régulation.

Je voudrais toutefois insister sur trois principes qui guideront l'élaboration de ce projet éducatif : la participation des collectivités locales à la décision, la responsabilité des collectivités locales dans la mise en œuvre de la politique éducative, la responsabilité des collectivités locales dans la mise en œuvre de la politique éducative.

• M. EDMOND HERVÉ : des agences régionales de l'énergie

L'énergie constitue un moyen de pouvoir décentralisé, voilà pourquoi chaque région devra élaborer un véritable plan énergétique adapté à l'objectif économique et social qu'elle se sera fixée. Cela ne veut pas dire qu'il faut avoir une énergie régionale, mais un effort de recherche et de mise en œuvre doit être réalisé à ce niveau. La décentralisation est l'une des voies de notre indépendance énergétique.

Par ailleurs, comme François Mitterrand l'avait prouvé lors de la campagne présidentielle, il faut que la base d'un programme énergétique d'ensemble, il sera suivi d'une concertation dans les régions. Enfin, nous encourageons et nous soutenons les initiatives des collectivités locales dans le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Nous proposons :

• M. Roger-Gérard Scherer, ancien président du S.E.R., a déclaré dimanche 26 juillet, sur France 2, que la décentralisation : « Je comprends la volonté de Gaston Defferre de créer, mais nous ne pouvons pas nous en passer, car c'est la base de la décentralisation ».

Si l'État donne beaucoup de la décentralisation, je crois qu'il aura aussi dans la région quelques titres d'« économie » et il ne pourra pas se limiter à un cadre strictement local. La décentralisation doit être permise de lutter contre les inégalités régionales. La solidarité nationale entre régions n'est pas une région riche doit être et sera un moyen de solidarité nationale.

Enfin, l'État doit disposer d'un moyen d'orientation pour orienter des investissements et des créations d'emplois vers des zones de développement et de croissance. C'est aussi un niveau central qu'il faut développer.

C'est une œuvre de longue haleine. Dans l'immédiat, l'État doit intervenir pour la structuration de la région, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

• M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT : préserver les effets de synergie

Je fais d'abord un constat : la recherche est concentrée de manière forte dans la région parisienne et quelques autres régions. Un réajustement est nécessaire. Mais il faut élargir le cadre de la recherche et de l'innovation, et permettre de lutter contre les inégalités régionales. La solidarité nationale entre régions n'est pas une région riche doit être et sera un moyen de solidarité nationale.

Enfin, l'État doit disposer d'un moyen d'orientation pour orienter des investissements et des créations d'emplois vers des zones de développement et de croissance. C'est aussi un niveau central qu'il faut développer.

C'est une œuvre de longue haleine. Dans l'immédiat, l'État doit intervenir pour la structuration de la région, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

particulier, d'échanges scientifiques, de gestion de certains équipements de relations avec les milieux industriels. Il y a, en outre, de promouvoir les actions publiques régionales. Ceux-ci seront encouragés par les moyens leur permettant, par leur niveau, de développer une véritable politique régionale.

J'ai lancé l'idée d'un grand conseil national de la technologie qui pourrait se tenir au début de l'année 1982.

Ce colloque sera précédé d'assises régionales qui associeront les représentants des collectivités, dans chaque région, participant à chaque région d'exprimer ses besoins, avec l'apport des disciplines techniques. La politique de la technologie sera par conséquent « ad hoc » et bénéficiera du soutien actif des collectivités locales, par conséquent de chaque région d'exprimer ses besoins, avec l'apport des disciplines techniques. La politique de la technologie sera par conséquent « ad hoc » et bénéficiera du soutien actif des collectivités locales, par conséquent de chaque région d'exprimer ses besoins, avec l'apport des disciplines techniques.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Il s'agit de mettre en œuvre la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État, pour la mise en œuvre de la politique de l'État.

Changer le Tour de France

TENNIS

COUPE DE GALÉA

Raiennir pour ne pas être supplantée

[illegible]

E ANNUELLE DERNIERS JOURS
ANCE ORIENT
à des **PRIX JAMAIS VUS**
CERTIFICAT D'ORIGINE - CREDIT GRATUIT
239.32.00 - Metro République

هكذا من الاجل

MARVEJOLS-MENDE

D'où vient alors le charme partiellement... de Marvejols. Mende... « De nos payannes loistriens et de notre scrupuleuse attention à lui conserver son air de fête », répond Jean-Claude Moulin, Sur la route du Tour, il y a une place pour les Loistres, de lauz et gravité deux méchantes bosses qui font chaud au cœur quand on les a avalées, la population locale ne manque pas d'encourager ou de secourir les affaiblis du concours. Un caractère d'indifférence d'indignité comme sur la route au Tour. « Vasy-Luiz », remplace simplement : « Vasy-Hénauis ». Près de cinquante loistriens donnent de la jambe... la seule fois de l'année pour le plaisir de l'occasion. Des loistres en accompagnement, quelques-uns dans cette moitié de marathon.

**Pas d'odeur
d'argent**

Sur sa chaise roulante, René
Cama, déshabillé de shorts et
sandales, se laisse porter par sa
femme et ses deux enfants,
surmonte à travers le sport le
handicap d'un paralysé des
membres inférieurs, et devient
populaire et, grâce à la solidarité
organisée par la venue spécialisée
des sportifs handicapés, participe
au marathon de New-York.
Vous en connaissez ses compagnons
de route ? Les voici : — René
de route s'appelle aussi — René
Cama se trouve parmi les stars
du monde.

Vous savez aussi à quel point
le monde, aime à dire Jean-
Claude Mondy, lui nous ne des-
cendons pas de la lune.

Merveille-Mende et les nom-
breuses autres épreuves organi-
sées par la Fédération française
d'handicapés, res fait que sport
est maintenant un tourisme sport.

Cent cinquante à deux cents
sportifs handicapés participent
leurs congés à ce pro-
gramme d'épreuves et se retrou-
vent dans les camps de la

On s'étonnera peut-être
mal l'odeur de l'argent ne flote
sur la marmite de Mervejo-
lende, qui fonctionne avec un
budget difficile à équilibrer de
200 000 francs. Soit environ
10 francs par habitant. L'explique Jean-Claude
Moulin, que nous refusons de
verser l'argent demandé —
200 000 à 300 000 francs — par les
quatre ou cinq François et les
autres qui se sont ralliés à la
sorte. Nous remboursions sim-
plement les frais de déplacement
aux dix premiers. Les courageux
ont fait des amis, et puis, il
est devenu important d'ac-
compagner Mende à son pal-
marès.

Dumancie, à l'occasion de la première des prix, un événement s'est produit. La Fédération française d'athlétisme était représentée pour la première fois par deux officiels : « On nous a ignorés puis on nous a sanctionnés, on nous même que l'ait suspendu cinq mois en 1975 », dit en souriant Jean-Claude Moulin.

La ténacité des organisateurs et des coureurs ont en raison d'une vieille dame a

LIBERT TAPRAGO

FERMETURE
COMPTOIR
TAPIS D'ORIENT
à 19h sauf le Dimanche - vendus à
JE DIEU - 75010 PARIS -

[illegible][illegible][illegible]

Le Monde

Service des abonnements
à rue du Louvre
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 439-29

ABONNEMENTS
3 mois - 6 mois - 12 mois

FRANCE - R.O.M. - T.U.M.

S.C.P., Raymond ELLOU, Martine
GADIN

Yves Arrêt en disant le 17 décembre
1960, la Septième Chambre de la
cours d'appel de PARIS a dit que le
C.C.P. n'est pas un organisme
avec lequel, une fausse nouvelle
contenue par le journal, la Société
Société BANCAUT, et en ne recitait
pas correctement, cette information
fautive, a causé un préjudice moral
à la réputation, au titre et à la
spécificité de ce journal.

Pour extrait:

	1972	1973	1974
TOUTS PAYS ETRANGERS			
PAS VOIE VOYAGE			
664 F	531 F	1 280 F	1 280 F
ETRANGERE			
(Sans passeport)			
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG			
136 F	437 F	636 F	881 F
2. - SUISSE, TUNISIE			
308 F	642 F	916 F	1 150 F

Pas voie aéroport
 (sans passeport)

Copies
Couleurs

ETRAIVE 38, AV. DAUMESNIL

Les abonnés qui paient par chèque postal (toute autre méthode de paiement sera considérée comme un chèque à leur demande).

Comme nous d'avons des difficultés au moment de la semaine (à la semaine ou plus), nos abonnés sont invités à fournir une demande une semaine au moins avant leur départ.

Un avis à la dernière bande s'envoie à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de nous indiquer tous les renseignements relatifs à vos capitales d'importation.

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
841
842
843
844
845
846

la	3
la	e
re-	-
no-	5
in-	
des	
se-	
ma	
en	4
ou	6
en-	
ou-	
des	
une	-
nce	

vi-	
ers	1
ot-	1
ods	
ilt-	
tes	2
ine	2
irs	4
r ?	

se-	5
ant	-
de	-
sa-	-
des	-
ule	-
ms	-
un	-
et,	-
m-	-
eu	-

re
—
gt-
de
ar-
vpe
c
ent
ar-
gt-
me

11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
841
842
843
844
845
846
847

tu-
 len
 cis
 an. 7
 me
 00.
 ny.
 hi,
 or-
 ec.
 de
 ti-
 ace
 en
 ic
 on
 de

1a-	
ole	
lo-	
nu-	
ole	
m-	
ac	
oir	
se-	
art	
du	
cte	

un
gé
le
sse
ou.
sur
ue
nit

Le Monde ECONOMIE

Le marasme industriel n'a pas empêché la reprise des cours des métaux non ferreux

L'évolution des cours des matières premières pendant le premier semestre 1981 s'est produite à l'inverse de celle qu'on a constatée en 1980. L'année dernière, après une flambée spectaculaire au départ, les cours des métaux avaient sensiblement fléchi, déprimés par la crise de l'économie mondiale. Le plomb, victime du marasme de l'industrie automobile, grande consommatrice de batteries, avait perdu près de 40 %, et le cuivre plus de 30 %. En revanche, certaines denrées alimentaires s'étaient inscrites en vive hausse, notamment le sucre (plus de 50 %) et les céréales, à l'exception toutefois du café et du cacao, affectés par une surproduction chronique. De leur côté,

les fibres textiles industrielles, comme la laine et le coton, avaient été vigoureusement recherchées du fait de la hausse des prix des fibres synthétiques dérivées du pétrole. Depuis le début de cette année, au contraire, on assiste à une reprise générale des cours des métaux : 50 % sur le zinc, 40 % sur le plomb, 20 % sur le nickel, 15 % sur le cuivre, 12 % sur l'acier. Certaines difficultés d'approvisionnement sont dues aux conflits sociaux dans les mines, l'accroissement des dépenses militaires aux États-Unis, de nouveaux achats des pays de l'Est, la tension en Pologne et un timide mouvement de reconstitution des stocks en l'Argentine.

De cette reprise, bien que l'économie mondiale soit toujours languissante. Quant aux produits agricoles, leur évolution a été divergente : si le sucre a reculé (- 20 %), et si les céréales ont nettement fléchi, le café et le cacao, après être tombés à leur plus bas niveau depuis cinq ans, se sont vigoureusement redressés pour diverses raisons. Ciblement, les indices internationaux Reuter et Moody's ont perdu respectivement 5 % et 15 % au cours des six derniers mois. Pour la France, toutefois, la très vive hausse du dollar et de la livre sterling ont entraîné une augmentation de 10 % environ du coût des matières premières importées.

Pendant la période sous revue, le comportement des cours des métaux non ferreux peut apparaître comme le fait, prédominant, de la persistance de la crise dans le monde. Pour le cuivre, il apparaît même paradoxal, au regard des prévisions à plus long terme faites par les experts de la société *Techniques*, filiale du groupe *Freemont* (*Opinion-Kühnemann*), *TRUX*. Durant la dernière décennie, le métal rouge s'est trouvé en situation d'excédent structurel de l'offre sur la demande, entraînant une stagnation des cours mondiaux et même une baisse sensible en monnaie constante : 10 % entre 1970 et 1980. Du côté de la demande, en raison des perspectives de développement de l'économie mondiale, le taux de croissance de la consommation de cuivre raffiné devrait être, selon *Techniques*, de l'ordre de 2,5 % par an pour les dix prochaines années, contre 4 % durant la dernière décennie. Cette baisse, la consommation de cuivre raffiné devrait être de 8,4 millions de tonnes en 1985.

En fait, le comportement des cours des métaux non ferreux pendant le premier semestre 1981, on a assisté à une remontée des cours assez sensible. C'est que, tout au long du semestre, les grèves se sont succédées aux grèves dans les mines, ce qui a entraîné la plus grande du monde (*Chil Teniente*) de la décentralisation. Malheureusement, cette volée est un peu bouchée en l'état actuel de la

noter, toutefois, qu'une certaine amélioration de la situation de l'industrie automobile américaine a entraîné une reprise des achats de plomb pour la fabrication des batteries (50 % des débouchés du plomb).

Quant à l'acier, métal roi des dernières années en raison de sa rareté, du fait de difficultés d'exportation et de sa concentration dans quelques pays (Malaisie, Indonésie, Thaïlande), ses cours ont commencé par fléchir sensiblement sur la perspective de liquidation d'une partie des stocks stratégiques des États-Unis (plus d'un an de production mondiale). Mais une action surprise des tribunaux américains pour stopper ces ventes, la révision en hausse des prévisions de production, et l'annonce, toute récente, du maintien des cours d'intervention du stock régulier au titre de l'accord international, ont permis aux cours de se redresser assez sensiblement.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 14.)

Série de grèves et réduction des stocks

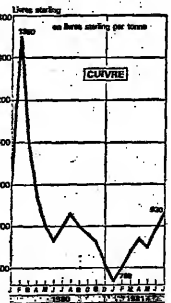
En fonction de ces données, et les mêmes causes produisant les mêmes effets, les cours du cuivre, toujours selon les experts de *Techniques*, devraient se maintenir à un niveau bas tout au long des années 80.

On, après un net fléchissement au début de 1981, on a assisté à une remontée des cours assez sensible. C'est que, tout au long du semestre, les grèves se sont succédées aux grèves dans les mines, ce qui a entraîné la plus grande du monde (*Chil Teniente*) de la décentralisation. Malheureusement, cette volée est un peu bouchée en l'état actuel de la

Le financement de la décentralisation s'opérera au moyen de subventions globales

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

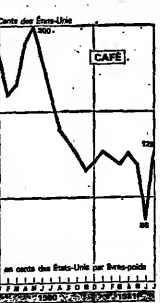
CUivre: UNE REPRISE PARADOXALE



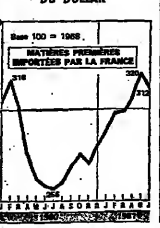
DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, LES COURS DE LA PLUPART DES DENRÉES AGRICOLES ONT BAISSÉ

MÉTAL	Evolution
Zinc (à Londres), + 50 %	
Plomb (à Londres), + 40 %	
Nickel (à Londres), + 20 %	
Cuivre (à Londres), + 15 %	
Aluminium (à Londres), + 10 %	
Argent (à New-York), - 45 %	
Or (à Londres), + 30 %	
Caroté (à New-York), + 15 %	
Styrène (à Londres), + 20 %	
CHÉRIER	
Chercheur (à Londres), - 5 %	
Laine (à Londres), + 10 %	
Coton (à New-York), - 20 %	
CEREALES	
Blé (à Chicago), - 20 %	
Maïs (à Chicago), - 10 %	
Soya (à Chicago), - 10 %	

CAFÉ: LE GEL AU BRÉSIL FAIT REMONTER LES COURS



UNE COUTEUSE HAUSSE DU DOLLAR



La décentralisation projetée doit conduire à une redistribution des dépenses publiques. Quels changements doit-on attendre dans ce domaine ? C'est surtout par le biais de subventions accrues que les collectivités locales augmentent leurs recettes. Mais la répartition se fera selon des principes nouveaux.

EN réduisant les pouvoirs de l'État au profit des collectivités locales et des régions, c'est-à-dire en décentralisant, le nouveau gouvernement se situe dans une optique d'urgence, et, de surcroît, de répartition. C'est d'ailleurs l'un des objectifs prioritaires. Décentraliser, c'est redistribuer du pouvoir, du savoir, et des moyens. C'est répondre, et répondre simultanément, car l'un n'est rien sans les autres, des problèmes de complexité, d'homme, et aussi d'argent. Les propositions tendent à augmenter les responsabilités des collectivités locales et des régions tout en leur donnant des compétences de propositions visant à accroître leurs recettes. Les nouvelles des collectivités décentralisées ne peuvent augmenter que de quatre façons : par l'augmentation des redevances, celle des emprunts, celle des impôts locaux et, surtout, c'est ce que nous allons essayer de montrer, celle des subventions.

Augmenter les redevances, c'est faire payer plus cher aux utilisateurs les services rendus par les collectivités, comme l'eau et les routes. La méthode a des avantages économiques et des inconvénients sociaux. De toute façon, elle n'est pas l'affaire d'un gouvernement décentralisateur, qui respectera les décisions des collectivités locales dans ce domaine.

Le développement des emprunts est aussi l'affaire des collectiv-

ités. Dire-t-on que le gouvernement pourrait et devrait abaisser le taux des prêts consentis aux collectivités décentralisées ? Il faut alors voir que des prêts à faible taux sont consentis aux collectivités décentralisées, qui sont destinés à financer des dépenses d'investissement. Les collectivités décentralisées, qui sont destinées à financer des dépenses d'investissement, ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux.

Les collectivités décentralisées, qui sont destinées à financer des dépenses d'investissement, ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux.

Le développement des emprunts est aussi l'affaire des collectiv-

Un programme pour la C.E.E. après Ottawa

Il faudra prendre des initiatives européennes. L'actualité politique mondiale des États-Unis, si elle dure, nous amène à établir une politique économique plus autonome, a déclaré M. François Mitterrand aux journalistes, en marge de la conférence d'Ottawa. Face à la volonté évidente des Américains de ne pas infléchir leur politique malgré les déceptions qu'elle provoque chez leurs partenaires, les Européens — qui sont légitimement satisfaits de la cohésion dont ils ont fait preuve tout au long du sommet occidental — ressentent comme une évidence que leur union plus que jamais est nécessaire. Elle l'est si elle veut acquiescer, enfin, dans les rapports de forces avec les États-Unis et le Japon, un vrai pouvoir de négociation. Mais ce pouvoir n'adviendra pas tant que l'Europe n'aura pas restauré la cohésion interne.

La voie est étroite : alors même que le besoin d'une relance de l'action communautaire est ressenti par la plupart des gouvernements membres, les sous-effects de la crise économique multiplient les risques d'éclatement de la Communauté et rendent plus ardue la définition de positions communes nouvelles. Aujourd'hui, « la route à l'esprit de charité et de réussite », qui a caractérisé l'Europe après la guerre, et que la Commission européenne appelle de ses vœux, suppose que la Communauté ne se contente pas de trépasser, au gré de l'actualité, les dangers les plus immédiats, si complexes fussent-ils : les problèmes de changes et de taux d'intérêt, puis le relèvement de la politique agricole commune et la reconstruction du budget.

Le rétablissement d'un « consensus positif » entre les Dix exige une action globale. M. Jacques Delors ne dit rien d'autre lorsqu'il explique qu'une plus intense coopération monétaire au sein de la Communauté, si désirable soit-elle, n'est possible que si les Dix, agissant en même temps, parviennent à résoudre les problèmes les plus difficiles sur lesquels butent depuis quelques années la naissance de l'Europe. Cela signifie, poursuit le ministre français de l'économie et des finances, que l'effort agricole et budgétaire (en d'autres termes, l'affaire anglaise) doit être résolu d'urgence, les Dix membres étant enfin animés d'une volonté de relance.

Pour sa part, la France est prête à faire un geste, c'est-à-dire à payer pour réduire la contribution nette du Royaume-Uni au budget européen. Mais elle y mettra comme condition d'avoir la certitude que les Britanniques n'empêcheront pas une loi encore en vigueur de redémarrer. Cette remise de l'action communautaire, la Commission vient d'acquiescer, dans un document aux idées souvent hardies, et qui constitue une sorte de programmation du « possible européen », les formes qu'elle peut prendre : 1) le passage rapide à la deuxième phase du système monétaire européen (impliquant en particulier le développement progressif de moyens de paiement (ECU) qui nous rendront moins dépendants du dollar ; 2) le relèvement substantiel des taux d'investissement dans la Communauté et, plus spécifiquement, dans l'investissement énergétique grâce en particulier à un usage des instruments financiers qui existent déjà dans le C.E.E. (à Ottawa, M. Mitterrand a fait sans référence à la nécessité de développer les « emprunts communautaires ») ; 3) l'achèvement méthodique du Marché commun avec, comme idée-clé, une action commune déterminée en faveur des industries et techniques nouvelles et surtout l'établissement progressif, sur une base volontaire, d'un « modèle fiscal européen » et d'une participation de la Communauté à une politique active de l'emploi.

PHILIPPE LEMAITRE.

par RÉMY PRUD'HOMME (*)

Le financement de la décentralisation s'opérera au moyen de subventions globales. Les collectivités décentralisées, qui sont destinées à financer des dépenses d'investissement, ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux.

Les collectivités décentralisées, qui sont destinées à financer des dépenses d'investissement, ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux. Elles ont des difficultés à obtenir des prêts à faible taux.

Le développement des emprunts est aussi l'affaire des collectiv-

سكوان الاحول

هكذا من ال

سكز من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Le jour	Le jour TC
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAL	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le jour	Le jour TC
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emploi/régionaux emploi/régionaux emploi/régionaux emploi/régionaux

LYON

Entreprise concevant et réalisant des équipements de haute technologie, nous créons le poste de

RESPONSABLE DES ACHATS

Ayant en charge l'ensemble de la fonction achats, il assurera, en liaison permanente avec les demandeurs internes, les négociations commerciales avec les fournisseurs, le choix des matériels techniques, le lancement et le suivi administratif.

Nous recherchons un ingénieur confirmé, ayant une expérience industrielle dans le domaine de l'équipement ou de la construction mécanique, et ayant exercé à l'achat une fonction équivalente.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 7103 M à

MILO M.R.H.

Place de l'Éclair
69583 Ambérieu-sur-Saône

REGION RHONE ALPES
Société Filiale Importateur Groupe Industriel
Secteur Bess d'Équipements Mécaniques
Forta position sur Marché National et International
recherche

UN INGENIEUR METALLURGISTE

FONCTION
Au sein du département qualité de la Société sera intégré à un service ayant en charge la ligne principale de produits.

IL AURA A TRAITER
• du choix des matériaux
• des anomalies décelées
• du suivi qualité des fabrications internes comme de celles des sous-traitants
• des déplacements assez fréquents mais courts aussi bien en France qu'à l'étranger ainsi nécessaires.

CARACTÉRISTIQUES DU CANDIDAT
Ingénieur de formation ENSI ou Universitaire ayant un début d'expérience industrielle et capable d'appliquer à des problèmes concrets ses connaissances théoriques en métallurgie contrôlée non destructif et/ou soudage.

Il doit avoir la sensibilité, de l'organisation, une grande rigueur dans son jugement et ses méthodes de travail.
La connaissance de l'anglais est indispensable, le portugais est un atout supplémentaire.

Adresser C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle sous référence 4503/L à CONTEXTE Publicité 74, rue Blaisois 69583 LYON Cedex 2, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Région SUD-EST
recherche pour ses BUREAUX D'ÉTUDES

INGENIEUR ELECTRICIEN

- 2 à 3 ans d'expérience industrielle
- Formation supérieure en électronique ou électrotechnique
- Pour études installations (production et distribution énergie, automatismes, etc.)
- Connaissance indispensable de l'anglais (écrit et parlé)
- Connaissance souhaitée en C.F.P. (conception et Fabrication Assistées par Ordinateur)

Écrire avec C.V., photo et prétentions à n° 0451B CONTEXTE PUBLICITÉ 70, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



emploi/internationaux emploi/internationaux

STRUCTURAL ANALYST LONDON

One Arup and Partners is currently engaged in several projects which demand the analysis of structures subject to vibration and impact loading and wishes to appoint an experienced structural analyst to assist in this work.

The structures include reinforced concrete, steel frames and plate structures and the analytical requirements extend into the non-linear realm. Although a heavy emphasis is placed on modern methods of analysis, the successful applicant must be capable of interpreting and communicating his or her results within a design environment.

Applicants should have experience of the finite element technique applied to structural dynamics and some knowledge of the use of commercially available software in this field. A knowledge of any, or all, of the following topics would also be an advantage: plasticity, ground reaction, rigid body mechanics, impulsive loading, random vibration theory.

Frige benefits include: L.V.'s, 3 weeks holiday (+ Christmas week), Profit Sharing Scheme, Free Life Insurance and Voluntary Pension Scheme.

Please write quoting ref: BE81/1 giving details including age, qualifications and experience and salary required to Tom Henry, Staff Manager.

One Arup & Partners,
13, Fitzroy Street, London W1P 6BQ.

INDONESIE

Une importante Société de Travaux Publics recherche

pour prendre en charge un vaste projet d'exportation sur Cn Hb Mini 6/43

un Responsable Informatique

Sa mission consistera à :

- constituer son équipe de travail.
- mettre en place et suivre l'évolution du matériel et des logiciels.
- collaborer avec les partenaires du chantier.
- répondre avec les représentants locaux du constructeur.

Nous souhaitons rencontrer un homme d'études expérimenté parlant Anglais qui a déjà encadré une équipe de préférence sur des sites étrangers. Sa connaissance du Cn Hb Mini B sera appréciée.

• Lieu de travail : DJAKARTA.
• Durée du projet : 4 ans.

Adresser lettre, C.V. et prétentions sous ref. 001 M (à rappeler sur l'enveloppe) à Cn Honeywell Bull - Service ACLES - PC 45001 61/63 rue d'Arden 75000 Paris Cedex 20

PARIS BASED BROKERAGE FIRM

An experienced international

OIL BROKER

Possibility of Partnership

Reply in confidence, Ref T02839M, to

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

ANNONCES CLASSEES

TELEPHONES

296-15-01

MAIF

MUTUELLE ASSURANCE DES INSTITUTIONS DE FRANCE
200, avenue Saint-Jacques
75001 PARIS CEDEX

Dans le cadre du développement de son service informatique, implémenté à NORT, le Maif recherche :

INFORMATIENS CONFIRMES

• Formation supérieure : MAGIE ou équivalent

• Expérience de plusieurs années en analyse et programmation d'applications de gestion

• Connaissances spécialisées :
- traitement, bases de données, matériel CH-86 66 DPS

SPECIALISTES SYSTEME ET RESEAU

Postes :

• Formations supérieures équivalentes mais non rigides

• Très bonne formation théorique et expérience de plusieurs années dans un poste similaire

• Connaissance approfondie du matériel CH-86 : 66 DPS, MM 8, 8, et de ses logiciels de base : CICS, DSA, TOS, TSS.

Mission :

Intégration dans une équipe chargée :

- de la conception et de la maintenance de systèmes d'exploitation

- du développement et de la gestion d'un important réseau de télétransmission en temps réel.

Envoyer curriculum vitae et photo à :

MAIF - 79038 NIORT CEDEX

MARSEILLE

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

organisée en cabinet de groupe

recherche

EXPERT COMPTABLE

DIPLOMÉ

Pour poste d'encadrement de personnel technique

EXPERTS COMPTABLES

STAGIAIRES

Confirmés et débutants, pour gestion portefeuille clientèle.

Ecrire avec C.V., photo, prétentions s/r T 028 363 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION ELECTROMECANIQUE

SITUÉE A 100 KM OUEST DE PARIS

recherche

UNE TECHNICIENNE

EN CONSTRUCTION MECANIQUE

BAC FI ou équivalent, ayant connaissance de l'anglais pour assistance CHIEF DE CONTRÔLE QUALITÉ.

Adresser C.V. s/r R 534, à Météo Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex, 05.

DOWELL SCHLUMBERGER ST ETIENNE

recherche

UN CADRE DEBUTANT ESC OU EQUIVALENT

Rattaché au Directeur des Etudes et Recherches, il assurera la liaison avec les services financiers. Il suivra les projets d'études etc...

Réelles possibilités d'avancer à St Etienne ou dans le reste du groupe. Anglais indispensables.

Téléphonez au (77) 32 64 23 ou

Envoyez C.V. et lettre manuscrite à

DOWELL SCHLUMBERGER

Service du Personnel

Z.I. moline

La Chazotte BP 90

42003 ST ETIENNE CEDEX

DOWELL Schlumberger

INGENIEUR CONTROLE-QUALITE AERONAUTIQUE REGION OUEST

Dans le cadre du développement rapide d'un produit de type « cellule », un important

groupe aéronautique recherche un ingénieur expérimenté pour son département contrôle.

Sous l'autorité du chef du département, il aura pour missions de :

- l'élaboration de la qualité des produits en mettant en œuvre des procédures adaptées et originales de contrôle et veiller à leur application ;
- traiter les problèmes de qualité et les résoudre en relation avec les services concernés ;
- participer à la mise en place d'actions correctives.

Ce poste correspondra à un ingénieur Gradat Ecole (Arts et Métiers, Sup. Aéro) ayant

plusieurs années d'expérience industrielle dans un poste identique ou proche (chaudronnerie aéronautique, cellule).

La connaissance de l'anglais serait un atout supplémentaire.

Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite et précéder la rémunération souhaitée sous n° T 028.305 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Direction et réponse assurées.

BANQUE DE DÉPÔTS

recherche

pour région SOUDAN

UN CHEF

COMPTABLE

Expérience bancaire et notions comptables approfondies.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

COLLÈGE COMMERCIAL, 200 rue de la République, 93000 St-Denis.

200 jours de vacances de 8 à 20 semaines.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence 3.221 à :

Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.



S.D.M.O.

CONSTRUCTEUR

GROUPE ELECTROGENES

recherche

POUR SON SERVICE EXPORTATION

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

• Formation électrotechnique (niveau ingénieur ou équivalent).

• Anglais courant (ou, parlé, écrit).

• Sens commercial indispensable et si possible expérience de l'exportation.

• Responsabilités commerciales pays d'Afrique ou Moyen-Orient.

Adresser C.V., photo et prétentions à :

S.D.M.O., 12 bis, rue de la Vallée - 92272 GRESSY CEDEX

PETITJEAN & Cie

laborique de câbles, fils, pyrites électriques

basé sur son marché recherche pour succéder le

Directeur de son usine implantée dans les Ardennes

JEUNE INGENIEUR

ENSAM-ECAM-ENI

quelques années d'expérience en

chaudronnerie - soudure

Libre rapidement

Adresser dossier, photo récente et prétentions à

PETITJEAN & Cie

510 X - 10080 Troyes Cedex

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

DE PRODUITS CHIMIQUES

recherche pour ses unités de production

en ALSAIE

UN INGENIEUR

ARTS & MÉTIERS ou ÉQUIVALENT

moins 5 ans d'expérience acquise dans une

Société d'ingénierie ou dans un Service Technique Nord,

soit dans une grande usine chimique ou agroalimentaire

soit dans l'industrie pétrolière.

La connaissance de l'anglais est souhaitée.

Le candidat retenu dépendra directement du Directeur de l'usine et sera à l'expérience un groupe important d'ingénieurs et de techniciens.

Adresser dossier de candidature, C.V. et rémunération souhaitée à n° 4748 Conso Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	17.00	26.44
IMMOBILIER	43.00	50.57
AUTOMOBILES	43.00	50.57
AGENDA	43.00	50.57
PROP. COMM. CAPITAL	120.00	141.12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le Monde	Le Monde T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37.00	43.52
DEMANDES D'EMPLOI	10.00	11.78
IMMOBILIER	28.00	32.93
AUTOMOBILES	28.00	32.93
AGENDA	28.00	32.93

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Importante Banque privée
Filiée d'un groupe bancaire international
PARIS se recherche
POUR SERVICE ETUDES DE CREDITS
AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

GRADE CLASSE VI

- 30 ans minimum
- Formation supérieure
- 5 ans d'expérience minimum de crédits aux P.M.E., acquise dans un poste similaire et/ou dans un secteur d'exploitation de ce type de clientèle.

Adresser candidature détaillée sous le n° 3.999 à :
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS A DIMENSION INTERNATIONALE
recherche pour son SERVICE ACHAT

2 INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

Ce poste s'adresse à de jeunes ingénieurs diplômés de formation mécanique, électromécanique ou chaudronnerie, ayant une première expérience industrielle d'au moins 3 années.

Ils auront pour mission:

- la négociation et passation des commandes, le suivi de ces dernières entre plusieurs unités (études, projet, chantier, qualité) et les fournisseurs, jusqu'à la livraison des matériels sur les chantiers (équipements lourds, matériels chaudronnés et mécaniques, pompes, générateurs de vapeur...)

D'un autre côté sera plus particulièrement chargé des commandes pour l'exportation. La connaissance de l'anglais est alors très vivement souhaitée.

Postes à pourvoir à PARIS.

Merci d'envoyer sous référence 72160 à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL
située à Nantaise-Séle

2 PROGRAMMEURS

DUT ou BTS exigé

- Débutsants ou quelques années d'expérience. Il se joindront à une petite équipe, traitant de problèmes de gestion avec des réseaux informatiques de pointe.
- ordinateur IBM 370/138
- connaissance TIBCO/Informatica souhaitée.

Horaires variables, 15 jours, restaurant d'entreprise.

Env. lettre manuscrite, C.V., s/n° T. 028.360 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Reaumur, 75002 PARIS.

MSL international

Directeur des ventes

Notre client de la filiale allemande d'une importante société pharmaceutique, leader dans la recherche biotechnologique dans le domaine des produits innovants, nous recherche un directeur des ventes, pour développer la position de la société sur le marché français, nous recherchons un directeur des ventes, il aura pour mission de promouvoir les produits biotechnologiques à une clientèle d'ingénieurs de grandes entreprises travaillant dans la recherche et dans les sciences. Ce poste sera confié à un universitaire ou autodidacte complet, âgé de 32 ans max., ayant une très bonne expérience dans le domaine biotechnologique, chimique, immunologie ou dans un domaine similaire. Disposant d'une bonne formation de base théorique, il devra être homme de terrain, travailleur, sérieux, dynamique, autonome, capable de travailler sous pression, capable de gérer une équipe commerciale. Il aura également une bonne connaissance de la langue anglaise, une formation poussée dans le domaine des sciences. Un candidat de valeur, la société offre une excellente opportunité de carrière au sein d'un groupe international.

Adresser C.V., photo et références à Dr Hans-J. Gieseler, MSL, Domäne GmbH, Postfachstr. 47 D-4000, Düsseldorf, Allemagne - Réf. M 12384.

Directeur Industriel

HERCKELBOUT-DAWSON-BARNES GROUP

Notre société, première division européenne du leader mondial dans la fabrication des ressorts à froid, cherche pour ses usines françaises, un DIRECTEUR INDUSTRIEL.

Directement rattaché au Président, il est responsable des Services Méthodes, du Département Qualité, du choix des investissements et de la maintenance.

Agé de 30 ans minimum, niveau ingénieur, il justifie d'une solide expérience acquise dans l'exercice de fonctions analogues, si possible dans le domaine des composants automobiles.

Ecrire en précisant sur l'enveloppe la référence M. 27.07 à G. BRESSON - B.P. 76 - 92404 COURBEVOIE Cedex.

Société d'Assurances
recherche un

Chef de projet informatique EXPERIMENTE

susceptible de conduire une équipe importante.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 4048 à

PUBLIVAL 27, rue des Gardes,

92150 MEUDON

Discrétion et réponse assurées.

RESPONSABLE LOGISTIQUE

GRACE CRYOVAC leader mondial de l'emballage souple alimentaire, recherche pour sa plus importante filiale européenne (1000 personnes et 500 Millions C.A.) un RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE pour son département MACHINES DE CONDITIONNEMENT CLIENTS.

A la tête d'un petit groupe, il aura pour mission de :

- CRÉER LA FONCTION PLANNING-ORDONNANCEMENT pour l'approvisionnement, la préparation et l'expédition des matériels vendus à nos clients.
- GÉRER LES STOCKS DE MACHINES ET DE PIÉCES DÉTACHÉES.
- METTRE EN ŒUVRE le traitement INFORMATIQUE des commandes.

Interlocuteur des services techniques (Développement - Atelier de montage - Service Après-Vente) auprès des services commerciaux, c'est avant tout un homme de contact organisé et très méthodique. Sa formation son expérience industrielle lui permet de maîtriser l'outil informatique appliqué à la gestion de production.

Une bonne pratique de l'ANGLAIS est nécessaire pour assurer les relations avec les fournisseurs et clients et avec les autres sociétés européennes du groupe.

F. RAMON vous remercie de lui adresser candidature et C.V. - Société GRACE - B.P. 10 - 28230 EPERNON.

Une totale discrétion vous est garantie.

GRACE

IMPORTANT SOCIÉTÉ

Proche Banlieue Nord de PARIS

Leader dans sa profession, recherche

ingénieur haut niveau

en MICRO-INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
Adjoint au Responsable du Service Electronique

- Il sera chargé de définir :
- les technologies
- les moyens de développement
- les méthodes de travail
- Il animera une équipe d'ingénieurs et de techniciens
- Une expérience minimale de 5 ans est exigée
- Pour ce poste qui ouvre de réelles perspectives d'avenir la rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Adresser C.V., photo et références à M. G. BRESSON, B.P. 76 - 92404 COURBEVOIE Cedex.

Cii Honeywell Bull

pour participer au développement de ses futures gammes d'ordinateurs, recherche

INGÉNIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du Logiciel de Base qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs... Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle. Lieu de travail : Paris 20^{ème}, puis Louveciennes 78. Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions sous référence 148 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Ingénierie agro-industrielle D.G.A

L'agro-industrie : l'un des principaux secteurs d'activité dans les dix prochaines années pour les constructeurs d'équipement et les sociétés d'ingénierie et d'expertise générale.

Notre société, 400 ingénieurs et techniciens, qui contribue depuis 25 ans au développement du Tiers-Monde, où elle a fait des réalisations remarquables, souhaite vous une approche globale dans conception, réalisation et production. Offrez un nouveau comportement pour les hommes, une nouvelle organisation à mettre en place. Pour conduire ce changement, auprès de notre Directeur Général, nous créons le poste de Directeur Général adjoint.

Diplômé d'une grande école, la connaissance, vous avez fait une partie de votre carrière dans l'entreprise générale, peut-être une autre dans l'agriculture tropicale. A des capacités de manager, vous joignez la maîtrise des relations commerciales et financières. Ecrivez vos expériences, sous référence 114 M à notre conseil Claude Bignell afin qu'elle corresponde à la nôtre d'offrir notre concours.

CLEAS

6, place de la République Dominikaine 75017 PARIS

Importante Société Française des Arts de la Table recherche un

DIRECTEUR COMMERCIAL

Celui-ci, rattaché directement au Directeur Général, définira la politique commerciale et mettra en œuvre les moyens permettant de réaliser les objectifs.

Il devra animer et contrôler une équipe de vente de 10 représentants recrutés en France et de 15 agents à l'étranger.

Ce poste sera confié à un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure commerciale, parlant couramment l'allemand et l'anglais et justifiant une expérience de la commercialisation des produits de luxe.

Adresser dossier candidature avec photo à No 4813 à CONTEXTE PUBLISCI 20, av. des Champs 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

Filiée d'un Groupe Allemand

recherche

pour son Siège

(proche banlieue Sud de Paris)

JEUNE CONTRÔLEUR DE GESTION

de formation supérieure (BSC option

finances, comptabilité ou équivalent)

Ce cadre aura pour mission :

- Etablissement et suivi des budgets prévisionnels (analyse des coûts et justification des écarts)
- Responsabilité de la comptabilité analytique et détermination des prix de revient.
- Etablissement et suivi des différents procédures de gestion.

Une expérience professionnelle même limitée et une bonne connaissance de la langue allemande seraient souhaitables pour occuper ce poste avec succès.

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ

de formation comptable supérieure

(niveau DEC)

Ce cadre aura pour mission :

- Etablissement et suivi du plan de trésorerie.
- Suivi des immobilisations.
- Audit interne et reporting.

Ce poste nécessite impérativement une expérience professionnelle de quelques années et de bonnes connaissances de la langue allemande.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 21891 M à :

BLEU Publicité

17, rue du Docteur Lébail

94300 VINCENNES

ERIN

recherche

pour développement

logiciel de base

pour les entreprises

industrielles (sur mini-

micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS

Généralistes ou spécialistes

Informaticiens ou Universitaires

DES ANALYSTES

PROGRAMMEURS

exp. DUT informatique

Compétences : formation, travail,

compromis, formation, travail,

Adresser C.V. s/n° 7616 à

AGAL, P.B., 27, rue Téméraire,

75006 Paris, qui transmettra.

Pour envoi (envoi de produits)

Soit par courrier, soit par

Poste à Paris.

2. - Pour DEPT INDUSTRIE

INGÉNIEUR EN VENTE

expérience réussie

vente industrielle en France

Paris à Paris.

Anglais indispensable.

INGÉNIEUR DE VENTE

pour région Sud-Est.

Formation adéquate.

Poste à Marseille.

3. - Pour SAV/ETUDES

ELECTRONIQUES

Ingénieurs DTS/DUT

expériences réussies sur

appareils physico-chimiques.

Diplôme DTS/DUT (France).

Anglais courant.

Poste à Marseille.

Adresser C.V. et prétentions

sous n° 8841 le Monde Pub.

S, rue des Halles, 75005 Paris.

Importance Société

de fabrication de pièces

recherche

JEUNE METREUR

EXPERIMENTE

Ne pas se présenter. Envoyez C.V.,

prétentions, photo (transmise).

Structures, Imprimeries

B.P. 101

83102 MONTAUBAN Cedex.

THOMSON-CSF

TECHNICIENS-ELECTRONICIENS

DÉBUTANTS ou COURTE EXPERIENCE

Pour leur confort des travaux

d'ETUDE et de DEVELOPPEMENT de

- circuits analogiques, logiques, H.F. ;

- traitement numérique du signal ;

- programmation de microprocesseurs ;

- réalisation de sous-ensembles pour matériels

intégrés.

Ces postes offrent une carrière intéressante au sein du

groupe à des conditions de travail.

Envoyer C.V. + photo au Service du Personnel

68, av. Pierre-Brossolette, 92242 MALAKOFF Cedex.

Rockwell Valves S.A.

Robetterie Industrielle

recherche

pour son bureau de PARIS

UNE STAND, TELEX, STENO DACT.

UN AGENT TECHN. COMMERCIAL

Bonne expérience en poste similaire

UN VENDEUR CONFIRMÉ

(Robetterie industrielle)

Pour les 3 postes anglais indispensable.

Veuillez adresser votre C.V. + photo +

prétentions à : ROCKWELL VALVES S.A.

- Direction du Personnel

30, rue Jean Jaurès BP 20 - UNIEUX 42240

سكزا من الاجل

CARNET

ÉCHECS

SCIENCES

LA DATE DU CHAMPIONNAT DU MONDE EST FIXÉE

Initialement prévue pour le 10 septembre à Méroze (Italie), la rencontre qui doit opposer le champion Anatoli Karpov au vainqueur du tournoi des présidents, le disident soviétique Viktor Korchnoï, débitera le 1^{er} octobre.

Les deux champions ont donné leur accord, après une laborieuse négociation sur cette date et le titre sera attribué à celui qui aura le premier nombre de parties, les nuls ne comptant pas.

Dans l'entourage du président de la Fédération internationale des échecs, on laisse entendre qu'après le 1^{er} octobre la femme et le fils de Viktor Korchnoï pourront être autorisés à quitter l'Union soviétique.

RELIGION

Le *Liturgia* de Monaco est prévu au mois d'août, après un premier échec, on laisse entendre qu'après le 1^{er} octobre la femme et le fils de Viktor Korchnoï pourront être autorisés à quitter l'Union soviétique.

Le monde du 26 juillet avait vu d'être remis par le Saint-Siège et par le pape Paul VI. Ce dernier renonce, en contrepartie, à son droit de veto (jusqu'au 15 mars 1980) sur la nomination de certains évêques en particulier, de l'évêque de la principauté.

Le monde du 26 juillet avait vu d'être remis par le Saint-Siège et par le pape Paul VI. Ce dernier renonce, en contrepartie, à son droit de veto (jusqu'au 15 mars 1980) sur la nomination de certains évêques en particulier, de l'évêque de la principauté.

— Marianne RAISON

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On a célébré l'eucharistie réunie, une date importante pour l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

On s'est entonné dans la paix du Seigneur le 19 juillet 1970. La chronique religieuse a eu lieu dans l'Unité.

OFFRES D'EMPLOI

DEMANDES D'EMPLOI
MANUELIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PRIC. COM. CAPITAUX

ANNONCES CLASSEES

DEMANDES D'EMPLOI
MANUELIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PRIC. COM. CAPITAUX

ANNONCES ENCADEES

DEMANDES D'EMPLOI
MANUELIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PRIC. COM. CAPITAUX

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

viagers

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

locations meublées demandes

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

fonds de commerce

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

villas

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

appartements achats

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

locations non meublées offres

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

locations non meublées demandes

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

maisons individuelles

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

maisons de campagne

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

maisons rurales

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

terrains

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

LOT

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

les annonces classées

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

Le Monde

1^{er} arrdt
2^e arrdt
3^e arrdt
4^e arrdt
5^e arrdt
6^e arrdt
7^e arrdt
8^e arrdt
9^e arrdt
10^e arrdt
11^e arrdt
12^e arrdt
13^e arrdt
14^e arrdt
15^e arrdt
16^e arrdt
17^e arrdt
18^e arrdt
19^e arrdt
20^e arrdt

APRÈS L'INCULPATION DE M. JEAN-PIERRE WILLOT

« Les chefs d'entreprise indéliques seront traités avec rigueur »

déclare le premier ministre

a encore dit M. Mesury, agit en toute indépendance, mais le juge doit pouvoir connaître en toute clarté, contrairement aux usages antérieurs, le point de vue du gouvernement par l'intermédiaire du procureur de la République.

A Poitiers également, au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Vergès, avocat au barreau de Paris, a vivement critiqué le fonctionnement des tribunaux de commerce et l'ignorance de ceux qui y siègent. Selon lui, « les personnes siégeant dans les tribunaux de commerce sont juridiquement incompétentes, les juges ne connaissent rien de la technique commerciale, n'y connaissent rien, et ne sont techniciens que le syndic ». Mais il a déploré que celui-ci, au lieu d'être contrôlé par le juge, lui dicte la conduite à tenir ».

De notre correspondant

C.G.T. a demandé aussi un contrôle très strict à la frontière franco-belge « pour empêcher, dit-elle, que ne se poursuive le trafic entre les usines de Tourcoing des matériaux textiles (A.C.M. Filxocourt et M.T.M. Saint-Omer) et le dépôt de Mouscron, en Belgique, du « paigné de Malines ». Selon la C.G.T., au fil des années, des centaines de millions sont sortis de Boussac-Saint-Frère (B.S.F.) par ce biais. Par ailleurs, la C.G.T. met en cause

Les réactions syndicales

L'avocat affirme que M. Dreyfus, ministre de l'Industrie, en déclarant

à l'Assemblée qu'il fallait faire rendre gorge aux frères Whilot, et prononce des paroles qui ne se justifiaient en rien, puisque, à ce moment-là, il n'y avait aucune inculpation. Pour M^r Letarte, il n'est pas évident qu'il y ait abus de biens sociaux dans cette affaire : « N'est-il pas permis de transférer des fonds d'une société à une autre dans un même groupe ? »

Dans les milieux syndicaux, la tonalité est très différente. A la C.G.T., M. Dias, secrétaire de la branche textile, a déclaré que le mise sous contrôle des biens des frères Wijlot est une bonne chose, mais que ce n'est pas suffisant. La

A la C.F.D.T., le responsable régional, M. Derocq, juge logique l'inscription de Jean-Pierre Willot mais beaucoup moins logique que les trois autres frères y échappent. L'avocat de la C.F.D.T., M^{rs} Jean-Louis Brochen, du barreau de Lille, qui a pleidé dans le référé introduit contre le désignation de M. Albert Chasseignant comme administrateur provisoire de la C.F.D.T., a déclaré : « Je ne suis pas fonctionnaire. Agache-Willot, affirme, lui : « L'occupation de Jean-Pierre Willot n'est qu'une évanescence. Une série d'autres devraient suivre... » — G. S.

« Endettement outre pour le Brésil. Entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre, le Brésil a emprunté pour 11,2 milliards de dollars le marché financier international. Au 31 décembre 1980, sa dette s'est élevée à 58,4 milliards à la fin de l'année. Le Brésil, dit M. Dardès en décembre, Le Brésil devrait encore obtenir un prêt de 10 milliards de dollars pour équilibrer sa balance des paiements. C'est la fin de l'année... »

(L'Express, 12-1-81)

LA SITUATION AU « PROGRÈS » DE LYON

Conflits et rumeurs

récent, signé par M. Jean-Charles Lignel, P.-D.G. du Progrès S.A., et M. Michel André, propriétaire du groupe Habbu.

Ce nouveau conflit intervient dans une phase complexe de la vie mouvementée du « Progrès », où il devient difficile de faire la part des rumeurs et des bluffs dans un contexte réel de difficultés financières. Aussi bien au sein du journal lyonnais que chez son rival grenoblois du « Dauphiné libéré », la partie de bras de fer entre les deux anciens alliés n'a pas cessé. Tous les rebondissement sont envisageables avec, en toile de fond, des millions de francs au poids très politique.

De notre correspondant
régional

blé suffisants, car ce retour n'est pas fixé dans le temps et reste lié au succès financier de cette opération immobilière.

Plus complexe apparaît le litige — un *ou au moins* les inquiétudes — qui résulte de la signature d'un accord entre le Progrès et le Hebdo pour la mise en place d'un (imaginaire gratuit). Sur le plan technique, le quotidien lyonnais avait, depuis des années, un système de modernisation de son contenu. On ne pouvait pas la location de locaux modernes, rue Bergson et d'une rotative offset semble répondre aux *engagements* de modernisation du *Hebdo*. Mais, après un an de pourparlers. En revanche, les accords rédactionnels avec l'agence H.P.I. (Hebdo Presse Information) inquiètent les journalistes du Progrès. Ils craignent que la presse

de collaborateurs intermédiaires ou «au rabais». H.P.I. regrouperait, en effet, tous les collaborateurs de rédaction du Progrès, à l'exception des correspondants locaux et, à l'autre bout de la chaîne, des journalistes professionnels sous contrat. «Vous n'avez pas à juger de la qualité professionnelle de vos confrères qui ont, comme vous, une carte de presse», a répondu sur ce point le F.-D.G. du Progrès. «A plus long terme, il n'est pas interdit de se demander si H.P.I. men-

seraient délaissés au détriment du centre d'information de Chassieu. La seule rédaction locale du journal conserverait des bureaux au centre ville.

Reste l'important litige financier entre le Progrès et le Dauphiné libéré. Le premier, condamné le 16 février (Le Monde du 18 février), à verser 26 millions à la fin de l'année, n'a pu jusqu'ici accomplir que les deux premiers versements. Le 10 novembre 1981 par la cour d'appel de Paris. D'ici là, le Dauphiné libéré s'est engagé à ne pas procéder à la vente des biens saisis ou à saisir, avant la fin de l'année, d'autres biens. Mais il n'a pu en effet réaliser de saisie avant l'arrestation des sociétés débitrices de la société Delacroix. Celle-ci s'était tout apparemment effacée, le 31 janvier 1981, quinze jours à peine après l'arrestation.

C'est une société nouvelle — bien qu'ayant les mêmes administrateurs — la PROGRES S.A. qui gère, sous le régime de la location-gérance, le quotidien. Outre l'efficacité d'*« être »* de cette société, la direction de la PROGRES S.A. a pu annoncer, pour les quatre premiers mois de son exercice, un compte d'exploitation équilibré, contrastant avec les 18 millions de pertes de la société Delaroché (la société mère) entre le 1^{er} juin 1980 et le 31 janvier 1981.

Dans le Nord-Pas-de-Calais

GRÈVE A « LIBERTÉ »
LE QUOTIDIEN COMMUNISTE

Liberté, le quotidien régional du parti communiste, dans le Nord-Pas-de-Calais, n'est pas paru, dimanche 28 juillet, en raison d'une grève de «certaines catégories du personnel technique», les metteurs en pages, au nombre d'une dizaine.

Des négociations sur les conséquences de la modernisation de l'entreprise, l'organisation du travail, les préservations de l'emploi et la définition de nouvelles bases de rémunération sont engagées avec le syndicat des ouvriers du Livre (C.G.T.) et un accord a été conclu avec la F.F.T.L. (Fédération française des travailleurs du Livre).

Cet accord, estime le bureau syndical des ouvriers du Livre métropole Nord, doit être respecté et « tout contrevenant sera considéré en marge de l'organisation syndicale avec toutes les conséquences présentes et futures ». Le personnel technique de Liberté devrait se réunir, ce lundi 27 juillet, en présence des responsables syndicaux.

Les secrétaires des fédérations du Nord et du Pas-de-Calais du P.C.F. se sont réunis le dimanche matin 26 juillet sous la présidence de M. Gustave Ansart, membre du bureau fédéral du Nord, pour examiner la situation créée au journal. Ils ont déclaré : « Le journal du P.C.F. et des travailleurs du Nord-Pas-de-Calais doit pouvoir continuer sa lutte dans les conditions les plus favorables. Son influence sur des centaines de milliers de travailleurs sont plus que jamais nécessaires à la grande lutte engagée par le gouvernement et les forces du peuple pour réussir le changement tant attendu. »

SOCIAL

● Un mois de grève à la Caisse d'épargne du Mans : cinquante minutes. Le mois... Avec un mois de grève à la Caisse d'épargne du Mans, la direction et les syndicats (C.F.D.T. et autonome) sont parvenus à un accord : l'horaire hebdomadaire passera de 29 h 10 à 28 h 10 au 1^{er} août 1977. Ce qui signifie que pendant ce qui doit permettre la création de six emplois le 1^{er} octobre et de deux autres, le 1^{er} janvier. Les syndicats ont réussi à se garantir cinquante minutes d'avance sur l'accord national, et cet avantage de cinquante minutes, qui sera maintenu en cas de nouvelle grève, de la durée légale du travail dans cette branche, ne s'éteindra qu'une fois les revendications atteintes. — (Correia.)

Le rachat

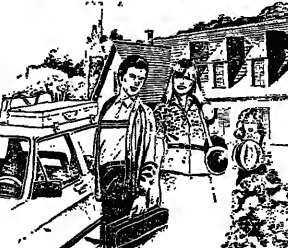
du « Dauphiné libéré »

l'opération de rachat du Dauphiné, les deux protagonistes se déclarent très longuement. Tout en évoquant l'organisation de l'insubordination de son adversaire, il lui a accordé un singulier répit. Dans un premier temps, il a offert à ses deux protagonistes en novembre prochain ? Qui seront leurs dirigeants ? M. Liguol ne semble pas douter qu'il sera toujours à la tête de la "maison" de son adversaire même affirmé qu'à partir de la fin juillet il n'était plus acheteur du Dauphiné libre ».

L'opération de rachat du Dauphiné libre est passée à l'histoire. L'opération s'était effectuée avec le relais efficace du groupe PARRAS, mais dans des conditions politiques totalement différentes. Les deux protagonistes ont eu selon certaines informations propriétaires à cent pour cent du quotidien grenoblois.

CLAUDE RÉGENT.

DÉPART TRANQUILLE



ALARME 2000 contre le vol

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville 17

Nom
 Prénom
 rue
 n° code postal
 Ville

est un nouveau C

Il ne flechit pas, il est solide, pense et agit. Il metteur en scene conduit sa troupe à la perfection en tout jour et jour.

Comme dans le monde des techniques, l'usine Mannesmann est precede par un long et penible travail, mais elle produit quinte une machine qui est la plus belle et la plus parfaite de son genre et de la plus longue durée.

les éléments d'entraînement et de commande hydrauliques qui ont permis la continuité des processus de fabrication dans les grandes installations industrielles, les stations de compression sur les pipelines offshore, les réducteurs d'effort en milieux de haute mer, les grands excavateurs soumis à des conditions de travail difficiles dans les mines à ciel ouvert font partie du répertoire des succès de la troupe Mannesmann.

41. bien sûr, les tubes, tubes de gainage ou autrement dit, les tubes dans les tubes, les nucléaires, tubes à haute pression, du type pour une centrale nucléaire, gazéification du charbon et tubes à grand diamètre approvisionnant nos industries en gaz et en pétrole venant des régions arctiques.

La qualité ne s'acquiert que par le travail.

Consultez l'expert de Mannesmann

هكذا من الاجل

